

Numéro spécial **« Échanges et débats au** **Conseil Départemental** **des Landes »**

Ce vendredi 23 janvier au Conseil départemental des Landes a eu lieu la présentation du rapport 2025 sur la situation du département des Landes en matière de développement durable, suivie du bilan 2024/2025 portant sur la situation en matière d'Égalité entre les femmes et les hommes. Enfin, la présentation de l'annuel débat d'orientation budgétaire 2026 a clôturé la plénière. Les élu-e-s du Groupe Communiste et Citoyen ont pris part au débat.

RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans un contexte mondial marqué par de fortes incertitudes, le Département des Landes affirme sa conviction que les territoires sont des piliers de stabilité et d'espérance. Son engagement en faveur du développement durable repose sur une vision globale, alliant transition écologique, justice sociale et cohésion territoriale. À travers des politiques publiques concrètes et partagées, la Collectivité agit pour préserver le vivant, renforcer les solidarités et construire un avenir équilibré et désirable pour tous.

Intervention de Damien Delavoie sur la mobilisation de nos agriculteurs

« En effet, dans notre département, l'agriculture n'est pas une activité parmi d'autres. Elle constitue une véritable colonne vertébrale de notre territoire, façonnant nos paysages, notre économie et notre identité, entre forêt, élevage et cultures locales.

Pourtant, depuis plusieurs années, les agriculteurs landais traversent une crise profonde et durable. Les importations massives, les distorsions de concurrence et la dérégulation des marchés pèsent lourdement sur les prix agricoles. Les revenus stagnent, les exploitations s'endettent, certaines réduisent leur production, d'autres disparaissent. Cette situation est d'autant plus incompréhensible que la demande en produits locaux, de qualité et respectueux de l'environnement ne cesse de croître.

Face à cette crise, les agriculteurs ne baissent pas les bras. Leur volonté est forte, mais elle ne peut suffire sans un soutien public, national, clair et cohérent.

Au niveau local, le soutien est présent. En effet, le Conseil Départemental des Landes fait le choix d'un soutien fort à l'agriculture, y compris au-delà de ses compétences : fonds d'urgences sanitaire et climatique, accompagnement financier, aides adaptées à la transition écologique des exploitations landaises, soutien aux circuits courts, à la valorisation des produits locaux et à l'éducation au goût.

Mais cela ne peut suffire sans une réelle prise de conscience collective à l'échelle nationale comme européenne. La saisine de la Cour de justice de l'Union européenne ce mercredi 21 janvier marque une volonté de ne pas abandonner nos agriculteurs. Mais au-delà des symboles, une question demeure :

RÉPUBLICAINES **LES LANDES**

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2537 – Jeudi 29 janvier 2026

que voulons-nous construire, et avec quels moyens ? Car la crise du Mercosur n'a rien de naturel. Elle est le résultat d'un système qui favorise les grandes entreprises, la spéculation et les logiques financières, au détriment des exploitations familiales qui font vivre nos territoires ruraux. Dans un département comme les Landes, où la forêt, l'eau et la biodiversité sont des ressources essentielles, cette logique menace aussi notre avenir environnemental.

À cela s'ajoutent des crises sanitaires et structurelles majeures : dermatose nodulaire, fièvre catarrhale, grippe aviaire, tensions sur la ressource en eau, filières fragilisées, ou encore accords commerciaux internationaux contraires à nos intérêts agricoles et écologiques. Le monde agricole subit, de plus, deux variables qu'il ne peut maîtriser : le climat depuis toujours (mais celui-ci est de plus en plus incertain avec le dérèglement climatique) et les marchés qui ajoutent incertitude et précarité. Il est temps que les pouvoirs publics répondent réellement aux attentes des citoyens et aux besoins du monde paysan : garantir à toutes et tous l'accès à une alimentation saine, diversifiée et de qualité, à des prix socialement acceptables pour les consommateurs et rémunérateurs pour les agriculteurs.

Cela suppose de repenser l'ensemble de notre modèle alimentaire. Nous avons besoin d'une agriculture à la fois productive et écologique, respectueuse de l'environnement, de la santé et du travail humain, fondée sur la coopération plutôt que sur la finance.

Cela implique une véritable planification agricole, prenant en compte les spécificités territoriales et les besoins nationaux, ainsi qu'une régulation des marchés pour protéger les paysans de la spéculation. La sécurité sociale de l'alimentation n'est pas une utopie. Elle s'inscrit dans une logique de justice sociale et de souveraineté alimentaire. Elle serait un lien fort indispensable entre les citoyens qu'ils soient consommateurs ou agriculteurs.

Enfin, nous ne pouvons ignorer une forme de paradoxe dans le débat public. Certaines associations, ou certains parlementaires, très audibles lorsqu'il s'agit de dénoncer l'élevage, les conditions d'abattage ou les cultures locales, restent étonnamment silencieux lorsque des cheptels entiers, parfois non contaminés, sont abattus de manière préventive au nom de logiques sanitaires ou économiques.

Ce silence interroge. Car derrière ces décisions, ce sont des éleveurs, des animaux sains et des années de travail qui disparaissent. La protection animale ne peut être à géométrie variable ; elle doit aussi

prendre en compte la réalité du terrain et la détresse du monde paysan ».

SITUATION DU DÉPARTEMENT EN

MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES / HOMMES

Malgré les progrès des politiques publiques en faveur de l'égalité femmes-hommes, les stéréotypes de genre persistent et se renforcent, notamment chez les jeunes, avec des effets concrets sur les choix scolaires, professionnels et sur les violences sexistes. Conscient de ces enjeux transversaux, le Département des Landes agit pour lutter contre ces représentations à travers l'éducation, la sensibilisation, les politiques sociales et l'exemplarité institutionnelle. En 2026, cette mobilisation demeure centrale afin de permettre à chacune et chacun de construire librement son parcours et de faire de l'égalité une réalité vécue au quotidien.

Intervention d'Éva Belin

« Le rapport réaffirme notre attachement au principe républicain fondamental qu'est l'égalité entre les femmes et les hommes.

Sur l'égalité entre les femmes et les hommes, je veux le dire sans détour : le Conseil départemental des Landes agit, là où l'État faillit.

Ici, des politiques publiques existent, des dispositifs concrets sont déployés, les associations sont soutenues.

Mais ces actions se font à contre-courant d'un État qui se défausse, qui multiplie les plans sans moyens, à coup de grandes déclarations sans traduction budgétaire, et qui laisse les collectivités locales gérer seules les conséquences de ses renoncements. Souvenez-vous de la soi-disant grande cause du quinquennat !

Dans les Landes, ce sont les femmes des classes populaires qui en paient le prix : précarité de l'emploi, métiers du soin et du social sous-payés, isolement en milieu rural, avec des violences toujours trop nombreuses.

Il y a quelques semaines, le 24 décembre dernier, Isabelle 44 ans a été tuée, étranglée à Mont-de-Marsan par son ex-compagnon lors d'une dispute à la veille de Noël. Son corps a été retrouvé enterré dans le jardin de son assassin.

Ce drame n'est pas un fait divers isolé. Il s'inscrit dans une réalité tragique et persistante : en France, une femme meurt encore en moyenne tous les deux à trois jours sous les coups ou les violences de son partenaire ou ex-partenaire. Les chiffres sont là, et ils sont terribles : 163 féminicides par des compagnons ou ex-compagnons recensés en France en 2025.

Derrière ces statistiques, il y a des vies brisées : des mères, des sœurs, des amies, des collègues. Il y a des familles dévastées et des enfants marqués à jamais par la disparition violente d'une mère.

Chaque féminicide que nous déplorons est un échec collectif : celui de la prévention, de la protection, du soutien, mais aussi, parfois, de la parole qui n'a pas été entendue ou prise au sérieux.

Et je pense également à Cédric et Yohan, violemment agressés par un homme de 23 ans le soir du 25 décembre sur le parking de leur résidence. Des coups de poing, de pied, des insultes homophobes ont fusé. Cette agression homophobe à Mont-de-Marsan est une violence intolérable qui rappelle que la haine tue

encore.

Frapper, insulter et terroriser en raison de l'orientation sexuelle n'est pas une opinion : c'est un crime.

Nous ne pouvons pas nous contenter d'exprimer notre indignation : nous devons agir avec détermination pour exiger la justice, la protection des victimes et une lutte politique ferme contre toutes les formes de haine. Soyons clairs : quand l'État réduit les budgets, supprime des postes, fragilise les services publics, il organise les inégalités.

Le Département fait sa part, souvent au-delà de ses compétences.

Mais il n'a ni vocation ni capacité à compenser durablement les politiques d'austérité imposées par l'État.

Poursuivons nos actions et continuons à sensibiliser dès le plus jeune âge pour combattre les stéréotypes, les violences psychologiques, les pressions sociales qui trop souvent préfigurent la violence physique.

Ensemble, refusons que l'égalité femmes-hommes repose sur le bénévolat, la débrouille des collectivités et l'épuisement des associations.

Refusons que les femmes soient les variables d'ajustement des choix budgétaires nationaux.

En tant qu'élus départementaux, notre responsabilité est

double : continuer à agir ici, concrètement, et interpellier fermement l'État pour exiger des moyens, exiger une autre politique.

Parce que l'égalité n'est pas négociable. Parce que l'égalité est indissociable de la lutte contre les inégalités sociales.

Parce que la justice sociale et l'égalité ne se quémament pas, elles ne se délèguent pas : elles se conquièrent ».

Intervention de Sylvie Péducasse

« Je vais pour ma part aborder les discriminations que subissent les femmes sous un autre angle.

En effet, bien que les femmes représentent un formidable vivier de talents et d'innovations, elles restent encore largement sous-représentées dans l'entrepreneuriat, victimes d'inégalités persistantes qui freinent leur accès au financement, à la crédibilité et aux opportunités, révélant ainsi une injustice structurelle toujours profondément ancrée.

En effet, pour 51% des créatrices d'entreprises, l'accès au financement a été le principal frein dans la mise en place de leur projet selon l'étude de l'Adie (une association solidaire qui défend l'idée que chacun peut devenir entrepreneur).

Les femmes présentent des plans de financement plus modestes et les montants qui leur sont prêtés sont inférieurs de 33% à ceux accordés aux hommes

Le deuxième frein concerne la charge mentale :

Une étude menée auprès de 1 000 femmes entrepreneures montre que créer une entreprise reste plus difficile quand s'ajoute la gestion quotidienne du foyer, encore majoritairement assumée par les femmes.

Le troisième frein concerne le syndrome de l'imposteur.

Dès l'enfance, les filles ont moins confiance en leurs capacités. Selon le CESE - Conseil économique, social et environnemental-, 58 % des femmes entrepreneures manquent de confiance en elles et 53% se sentent illégitimes, ce qui favorise l'autocensure.

Le quatrième point pointe le manque de soutien.

Il s'avère que 21 % des femmes interrogées regrettent l'absence de soutien de leur entourage. Pour pallier cela, les entrepreneures rejoignent des réseaux de femmes, participent à des formations, afin de se constituer leur propre soutien et d'échanger entre pair. Enfin, le sexisme reste bien réel.

Une femme sur cinq dit en avoir été victime. Selon Initiative France, 22 % des cheffes d'entreprise ont rencontré des difficultés liées à leur genre, souvent liées à des clichés et à un manque de reconnaissance par des partenaires commerciaux (30%) mais aussi de la part de clients (14%).

Pour que les femmes puissent entreprendre librement et réussir à égalité avec les hommes, il faut agir sur le financement, le soutien, la confiance en soi et le sexisme, sans compromis.

Ce sujet rejoint également une thématique que j'ai déjà eu l'occasion d'aborder.

Lorsqu'on observe que les femmes sont, en moyenne, moins nombreuses à s'engager dans les études longues et les carrières scientifiques, il est essentiel de rappeler que cela ne reflète ni un manque de capacités ni un désintérêt naturel. Les recherches en sociologie et en économie de l'éducation montrent que ces écarts sont avant tout le produit de mécanismes sociaux.

D'abord, la socialisation différenciée dès l'enfance joue un rôle central.

Les filles et les garçons ne reçoivent pas les mêmes encouragements, ni les mêmes attentes, notamment en mathématiques et en sciences. Comme l'ont montré les sociologues Marie Duru-Bellat ou Pierre Bourdieu, l'école contribue parfois à transformer des différences socialement construites en différences perçues comme naturelles.

Ensuite, les stéréotypes de genre influencent fortement les choix d'orientation.

Des travaux en psychologie sociale montrent que le simple fait de savoir qu'un groupe est supposé moins performant peut affecter la confiance et les résultats. Cela contribue à l'auto-censure de nombreuses jeunes femmes pourtant compétentes.

Un autre facteur déterminant est le manque de modèles féminins dans les carrières scientifiques. Quand les postes les plus visibles – professeurs, chercheurs reconnus, ingénieurs en responsabilité – sont majoritairement occupés par des hommes, il devient plus difficile pour les jeunes femmes de se projeter.

Enfin, l'organisation concrète des carrières scientifiques : les études longues, la compétition intense, la mobilité internationale et la norme du dévouement total au travail entrent souvent en tension avec la répartition encore inégalitaire des tâches domestiques et familiales, et oui, on y revient systématiquement...

De nombreuses femmes anticipent ces contraintes et adaptent leurs choix en conséquence, de manière



Les conseillers départementaux du groupe communiste et citoyen (de gauche à droite) : Sylvie Péducasse, Damien Delavoie, Éva Belin et Jean-Marc Lespade

rationnelle et donc s'autocensurent.

Enfin, les discriminations implicites ne peuvent être ignorés.

Des études expérimentales montrent que, à CV équivalent, les femmes peuvent être moins bien évaluées, moins financées ou moins promues dans les carrières académiques et scientifiques. Ces inégalités cumulées peuvent conduire à un découragement progressif. En résumé, si les femmes investissent moins les longues études et les carrières scientifiques, ce n'est pas une question de capacité ou d'ambition

individuelle, mais le résultat d'un ensemble de facteurs sociaux, culturels et institutionnels.

Selon l'UNESCO, les femmes ne représentent qu'un tiers de la communauté scientifique mondiale. Dans certains pays, moins d'un chercheur sur dix est une femme, et elles sont encore moins nombreuses à occuper des postes de direction dans les domaines des science, technologie, ingénierie et mathématiques.

Ce déséquilibre limite la diversité des idées et des recherches, introduit des biais dans les travaux scientifiques et risque d'occulter des points de vue essentiels pour faire face aux défis mondiaux. Travailler à l'égalité femmes-hommes implique donc d'agir très en amont : sur l'éducation, les représentations, l'organisation du travail, du foyer et la lutte contre les discriminations. Le chemin est long et chacun doit en prendre sa responsabilité ».

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Avec un budget 2026 porté à 601 M€ (+5,9 %), le Département des Landes se donne les moyens de préparer l'avenir dans un contexte toujours plus exigeant. Comment continuer à investir utilement tout en protégeant les plus fragiles et en garantissant la qualité des services publics ? Ces orientations budgétaires apportent une réponse claire, en conciliant rigueur financière, investissements structurants et renforcement des solidarités.

En soutenant les territoires, les communes, les associations et les secteurs clés de l'économie locale, le Département fait le choix d'une action publique responsable et ambitieuse. Un choix qui pose une question essentielle : quel avenir pouvons-nous construire collectivement pour les Landaises et les Landais, toujours dans un contexte d'austérité ?

Intervention de Jean-Marc Lespade

« Le débat d'orientations budgétaires n'est pas un simple exercice comptable.

C'est un moment politique majeur, parce qu'il dit clairement qui paie, pour quoi et pour qui.

Depuis plusieurs années, nous faisons tous le même constat : la perte d'autonomie fiscale, le gel de la TVA, l'érosion des dotations et les ponctions imposées par l'État ne sont pas des accidents. Elles sont le résultat de politiques d'austérité assumées, menées par des gouvernements successifs.

Et malheureusement, année après année, force est de constater que nous nous répétons.

Oui, il y a une recentralisation autoritaire.

Oui, il y a un marché de dupes autour de la TVA.

Et oui, il est profondément injuste de financer des dépenses sociales vitales avec des recettes volatiles et injustes.

Depuis plusieurs exercices, nous débattons de budgets de résistance.

Dans ce contexte, le budget 2026 marque une inflexion : c'est à la fois un budget de progrès et un budget de gestion prudente, puisqu'il progresse de près de 6 %, alors que plus de 60 départements sont aujourd'hui en situation d'asphyxie financière.

Il permet de préserver l'essentiel, en particulier les politiques de solidarité, dont les besoins ne cessent d'augmenter.

Mais il s'inscrit toujours dans un cadre fondamentalement injuste :

- un cadre où les collectivités paient le prix des cadeaux fiscaux accordés aux plus riches,
- un cadre où les droits sociaux deviennent des variables d'ajustement,
- un cadre où la solidarité repose sur la TVA et les droits de mutation, c'est-à-dire sur des impôts injustes et instables.

Après la non-compensation du transfert de charge du RSA, ce sont désormais les routes départementales qui sont pointées par l'Assemblée des Départements de France.

Rappelons-le : les départements assurent près de 80% des mobilités du quotidien, tout en faisant face à un sous-financement structurel, largement hérité des transferts opérés par l'État dans les années 2000.

Dans le même temps, au niveau national, le débat parlementaire est verrouillé.

Le gouvernement n'a jamais eu l'intention de consentir de véritables avancées en matière de justice sociale et fiscale. La promesse de renoncer au 49-3 a été abandonnée, et l'objectif est désormais clair : éviter la censure à tout prix, quitte à multiplier les artifices budgétaires qui ne trompent plus personne.

Nous assistons ainsi à l'aboutissement d'un autoritarisme institutionnel, pendant que l'extrême droite espère prospérer sur le chaos provoqué par un pouvoir à bout de souffle. Encore une fois, le budget national sacrifie les capacités d'intervention publique, au nom d'une obsession comptable : continuer à préserver les intérêts des plus riches au détriment des plus modestes.

Nous ne pouvons pas accepter que la priorité budgétaire soit donnée à la seule réduction du déficit, alors que la crise du logement, la précarité et le sous-financement des services publics frappent durement nos concitoyens.

Nous ne pouvons pas accepter non plus que des compromis ou des accords politiques conduisent à contourner le débat démocratique, alors que les

enjeux sociaux exigent au contraire transparence et approfondissement.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Aujourd'hui, les 1% les plus riches de la planète possèdent près de la moitié des richesses mondiales. En France, les plus riches paient moins de 2 % d'impôt sur le revenu.

Les 500 Français les plus fortunés ont vu leur richesse multipliée par 14 en 30 ans, pour atteindre 1 128 milliards d'euros, pendant que plus de 10 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté aujourd'hui.

Dans le même temps, 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés chaque année aux entreprises, sans condition ni véritable contrôle.

Face à cela, une exigence s'impose : transparence, conditionnalité, suivi et évaluation des politiques publiques.

Nous devons continuer à mener la bataille idéologique, répondre à la soif de justice sociale, fiscale et écologique, et construire un rapport de force politique avec les autres départements, les élus locaux, les syndicats et les citoyens, pour défendre des solidarités sans condition et refuser la logique de l'austérité.

S'agissant du budget départemental, nous saluons l'effort consenti en faveur des solidarités humaines, avec plus de 300 millions d'euros.

Le budget 2026 confirme également un effort renforcé d'investissement :

- les investissements hors dette atteignent 100 M€, soit +5,8 M€ par rapport à 2025, et les programmes pluriannuels sont majorés de plus de 58 M€, permettant de lancer ou d'accélérer des projets structurants.

- Les équipements directs progressent de près de 6 M€, avec un effort particulièrement marqué pour les collèges dont les crédits de travaux augmentent de 6,7 M€, notamment pour la rénovation énergétique, la sécurité et la modernisation.

Ce budget traduit donc un choix clair : maintenir un haut niveau d'investissement, soutenir les territoires et préparer l'avenir.

Mais nous devons aussi rester vigilants sur le fonctionnement de notre institution.

Une masse salariale limitée à +2,5 %, dans le contexte actuel, signifie peu de créations de postes, des équipes parfois sous tension, des métiers en crise d'attractivité et une dépendance accrue au secteur associatif, lui-même fragilisé.

Les femmes et les hommes engagés au sein de la collectivité ont besoin de reconnaissance, de temps et de moyens.

Nous connaissons la bienveillance et l'engagement des services RH, mais nous devons collectivement continuer à veiller au bien-être des agents, condition indispensable à la qualité du service public.

Pour conclure, le groupe communiste et citoyen soutient les orientations budgétaires qui nous sont proposées (à l'exception du projet de Ligne Nouvelle du Sud-Ouest, mais cela n'est pas nouveau).

Le budget, fort d'une gestion prudente par le passé montre qu'il est possible de résister à l'austérité, défendre les solidarités et investir pour l'avenir. Mais sans justice fiscale nationale, les départements continueront de payer le prix des inégalités.

La justice sociale et fiscale n'est pas une option, c'est une urgence démocratique ».